



Adlane, fils de Belkacem Mellah, gérant du site Algérie direct, sous contrôle judiciaire

«Yaklou fel ghella ou yssebbou fel mella»

Page 24

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4495 - Mardi 5 juin 2018 - Prix : 10 DA

Le Camra maintient l'arrêt des gardes

Les médecins résidents font machine arrière

Page 24



Contrat S-H/Pertamina/Talisman - Bonatti pour augmenter la production de pétrole brut

Sonatrach conforte son redéploiement

Page 3

Une pseudo-journaliste déverse sa haine sur Bouteflika

# Basses besognes sous protection de l'UE



PH/D. R.

L'honorable responsable de ladite Union, en assumant de manière aussi effrontée les propos de cette ex-Algérienne dissoute dans les méandres des services secrets européens, semble confondre, avec préméditation bien sûr, «liberté des médias» et celle de nuire à l'image d'un pays. Lire page 2

Retards dans la réalisation de projets publics

Des centaines de mises en demeure adressées aux entreprises défailtantes

Page 2

Concert de Manel Gharbi et Zied Gharsa à Alger

Un programme varié présenté au public

Page 13

Une pseudo-journaliste déverse sa haine sur Bouteflika

# Basses besognes sous protection de l'UE

■ L'honorable responsable de ladite Union, en assumant de manière aussi effrontée les propos de cette ex-Algérienne dissoute dans les méandres des services secrets européens, semble confondre, avec préméditation bien sûr, «liberté des médias» et celle de nuire à l'image d'un pays.

Par Nadjib Stambouli

Elle a déversé sa haine et vomit sa bile de frustrée sur l'Algérie à travers des attaques d'une basse cloacale contre son symbole républicain, le Président Bouteflika. «Elle», c'est une certaine M<sup>me</sup> Lefèvre née Haddad, citoyenne belge d'origine algérienne, ancienne correspondante de l'Entv, devenue amplifié des intentions européennes de plus en plus affichées de nuire à notre pays. En des termes qui auraient souillé une décharge publique, mais en vérité des termes à son image, celle d'une harkia des temps présents, elle agresse Bouteflika avec une violence inouïe, en parlant de sa maladie avec un mépris et un déficit en humanité qui feraient rougir de honte un tortionnaire nazi. D'abord, en regardant les images de cette agression caractérisée contre l'Algérie, on se dit : «Quelle mouche a donc piqué cette écervelée se prétendant encore journaliste ?». Puis on se ravise et on revient à l'évidence qu'il ne s'agit pas là, contrairement aux apparences, d'un accès de démence, mais qu'elle est dans son rôle, celui d'un agent en service commandé, de ceux qu'on réactive pour une ou plusieurs missions et qu'on jette ensuite aux oubliettes, tel un citron pressé. Une autre question surgit à l'esprit, relative à la réaction officielle algérienne, un communiqué des AE, suivi de la convocation par le même ministère de l'ambassadeur de l'UE à Alger. On se dit d'abord : «Pourquoi ce branle-bas de combat et cette sortie de grosse artillerie officielle pour de vulgaires pets, aussi pestilentiels soient-ils, émanant d'une obscur plumitive en mal de satisfaction, médiatique ou autre ?». Mais la question se rétracte d'elle-même, dès qu'on n'omet plus de préciser que cette déferlante de violence verbale sur fond d'appel à sédition et à rébellion a eu pour cadre l'espace de l'UE réservé aux journalistes et, qui plus est, face au drapeau bleu étoilé de la même Union. Autrement dit, ces propos engagent l'Union européenne qui, en les autorisant, les couvre de son sceau et les assume. D'ailleurs, l'ambassadeur John O'Rourke a bel et bien réagi en ce sens, puisqu'il a affirmé dans un tweet que «les journalistes accrédités auprès des institutions européennes ne parlent pas au nom des institutions mais en leur propre nom, en ligne avec les principes de liberté d'expression et liberté des médias». L'honorable responsable de ladite Union, en assumant de manière aussi effrontée les propos de cette ex-Algérienne dissoute dans les méandres des services

secrets européens, semble confondre, avec préméditation bien sûr, «liberté des médias» et celle de nuire à l'image d'un pays. Il aggrave son cas, donc celui de l'institution dont il est délégué, en ne s'offusquant pas qu'un espace de média, donc de rédaction et d'envoi d'articles, entretiens, commentaires ou enquêtes, soit transformé en rampe de lancement d'ogives d'intox et de subversion contre un pays souverain. Les réactions officielles algériennes restent dans la convenance traditionnelle de la diplomatie et évoquent qu'il a été relevé «avec indignation et réprobation que l'enregistrement par la dénommée M<sup>me</sup> Lefèvre née Haddad, ressortissante belge d'origine algérienne, a été réalisé dans des installations officielles du Parlement européen utilisant ainsi et détournant abusivement des symboles de l'Union européenne pour porter gravement atteinte à l'honneur et à la dignité des institutions de la République algérienne». Sur la lancée, il est demandé à l'UE de se démarquer publiquement de cette manœuvre outrancière d'une «pseudo-journaliste» qui a mis «servilement sa voix et sa plume mercenaires au service de puissances étrangères hostiles à l'Algérie».

Ne comptant pas une once d'esprit critique envers Bouteflika et sa politique, positions somme toute normales comme on en voit tant dans notre presse, parmi la classe politique et sur les réseaux sociaux, ce vomit en vidéo, d'essence ordurière, dont s'est rendue coupable cette mère porteuse de coups fourrés concoctés par les officines occidentales contre l'Algérie, prend une dimension tout autre du fait qu'ils ne sont pas exprimés à partir de l'intérieur du pays. Centrée sur la maladie du Président et un cin-



Ph/D. R.

quième mandat sur lequel Bouteflika ne s'est même pas encore prononcé, cette déferlante de formules baveuses écla-

bousses au premier chef l'Union européenne. Quant à cette M<sup>me</sup> Lefèvre née Leyla Haddad, avec cet étalage d'irrespect contre soi-même, elle n'a rien à craindre pour son honneur et sa dignité.

Parce que, pour que soit porté atteinte à un honneur et une dignité, encore faut-il en avoir...  
N. S.

## La réaction du MAE au tweet de l'ambassadeur de l'UE

Le message de l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) à Alger, John O'Rourke, posté sur son compte Twitter après sa convocation au ministère des Affaires étrangères, suite à la diffusion à Bruxelles d'une vidéo attentatoire aux symboles de l'Etat algérien «n'engage que sa personne» et «ne répond pas à l'objet de sa convocation», a indiqué lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. «L'ambassadeur de l'Union européenne à Alger a été convoqué au ministère des Affaires étrangères où il lui a été signifié l'indignation et la réprobation des autorités algériennes suite à l'utilisation des espaces et des moyens de l'UE à des fins de propagande et l'instrumentalisation de ses symboles pour attenter aux institutions de l'Etat algérien», a indiqué dans une déclaration à l'APS Abdelaziz Benali Cherif. «Nous considérons que le Tweet de M. O'Rourke n'engage que sa personne et qu'à démarche officielle l'on est en droit de s'attendre à une réponse officielle conformément aux usages et à la pratique diplomatique consacrés», a-t-il affirmé. Il a souligné que «de surcroît, ce Tweet, au demeurant, aux antipodes des attentes de la partie algérienne, ne répond pas à l'objet de sa convocation laquelle a consisté exclusivement à demander des clarifications au sujet du détournement par M<sup>me</sup> Lefèvre des armoiries de l'UE et des moyens mis par celle-ci à la disposition des médias pour s'en prendre à l'Algérie, à ses symboles et à ses institutions, alors que ces moyens sont censés servir exclusivement à la couverture des activités des institutions européennes». «Nous demeurons donc dans l'attente d'une réponse aux interrogations soulevées par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères lors de la convocation de M. O'Rourke», a précisé le porte-parole.

APS

Retards dans la réalisation de projets publics

## Des centaines de mises en demeure adressées aux entreprises défilantes

Face à l'ampleur des retards des projets publics, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a adressé entre 500 et 600 mises en demeure aux entreprises défilantes et différentes opérations de développement à travers le territoire national. Ces sanctions concernaient un nombre important de projets à travers des communes, daïras et wilayas du pays, en sus de projets de développement public centralisé. «Nous ne devons pas fermer les yeux sur les retards dans la réalisation des opérations de développement», a lancé le ministre, expliquant que «ces retards causaient un grand préjudice à l'Etat sur plusieurs aspects, notamment le retarde-

ment de l'entrée en exploitation des investissements en question, les pertes supportées par le Trésor en raison de la réévaluation des projets, le gel des fonds débloqués pour le financement».

Soulignant que les mises en demeure adressées aux entreprises défilantes et leur sanction sont prévues dans les dispositions du code des marchés publics et le décret présidentiel relatif à l'organisation des marchés publics, le ministre a estimé que le contenu de ces marchés doit être scrupuleusement appliqué. Concernant les points de péage au niveau de l'autoroute Est-Ouest, Zaalane a indiqué sans donner plus de précisions que leur entrée en exploitation se fera dès achèvement de l'opération de réalisation qui a

atteint actuellement près de 71%, relevant que l'inauguration de ces points se fera en 2019. Il a fait remarquer aussi que les tarifs de péage n'ont pas encore été fixés et annoncera par contre l'utilisation attendue des recettes de ce péage qui vont alimenter des fonds destinés à l'entretien et à la préservation de l'autoroute Est-Ouest. En visite de travail dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'orienter les futurs programmes de développement vers la maintenance et l'entretien des réalisations et des infrastructures. «Les opérations d'entretien doivent bénéficier du même intérêt que les réalisations concrétisées au cours des dernières années», a souligné M. Zaalane qui a fait savoir que

son département procédait annuellement à l'entretien et à la maintenance de près de 3 000 km de routes à travers le territoire national dont le réseau s'étend sur 30 000 km. Le ministre a par ailleurs annoncé qu'il avait été décidé, avec le directeur général de la Société nationale de transport ferroviaire, d'augmenter le nombre de dessertes entre Boumerdès et Alger et entre Thénia et Tizi-Ouzou et vers d'autres wilayas. Par ailleurs, le ministre des Travaux publics et des Transports a annoncé que plus de 60 millions de voyageurs et 17 millions de tonnes de marchandises/an seront transportés par les lignes du réseau ferroviaire national à l'horizon 2021/2022.

Louiza Ait Ramdane



Contrat S-H/Pertamina/Talisman - Bonatti pour augmenter la production de pétrole brut

# Sonatrach conforte son redéploiement

■ En vue d'augmenter le niveau de production actuel des champs de Menzel Ledjmet Nord (MLN) à quelque 300 000 barils/jour, l'Association Sonatrach/Pertamina Algérie EP (PAEP) et Talisman a signé ce matin un contrat d'ingénierie, de procurement et de construction (EPC2) avec l'italien Bonatti (filiale de Repsol) pour la réalisation d'une installation de production de compresseurs de gaz, une technique utilisée à cet effet.



Ph/E. Soraya/A.A.

Par Lynda Naili

**A** ce titre, ce contrat, qui entre dans le cadre du développement de la phase IV du champ pétrolier de Menzel Ledjmet, expliquera Farid Djettou, direc-

teur division associations à Sonatrach, permettra de relever la capacité d'injection de gaz qui passera à 7,8 millions sm<sup>3</sup>/jour contre actuellement 6,4 millions sm<sup>3</sup> à travers l'installation de nouveaux équipements, le forage de 20 nouveaux puits ainsi

que des travaux de Workover sur 15 puits. Ce qui, au final, fera élever le niveau de production de pétrole brut à quelque 300 000 barils/jour contre 17 000 produits actuellement, et ce, dans des conditions optimales d'exploitation et de sécurité, souli-

gnera M. Djettou. Par ailleurs, il indiquera que la réception de ce projet, dont les travaux de réalisation débiteront fin de l'année en cours, est attendue pour 2020. Quant à l'investissement consenti, il est de l'ordre de 85 millions d'euros. En outre, il est à

relever que 600 postes d'emploi seront créés pour la durée de réalisation du projet. Le total d'investissement prévu pour la phase IV de ce projet est de l'ordre de 430 millions de dollars. Pour rappel, l'Association SH/PAEP et Talisman a déjà signé plusieurs contrats tels que les travaux de génie civil avec l'entreprise Entrepouse Algérie, les installations de surface avec EPPM SA, les services intégrés du forage (IDS) avec Sahara, et le WorkoverRig services avec Tassili.

L'on voit que les campagnes sournoises contre Sonatrach et contre son P-DG, qui reviennent à la surface après avoir observé un repli, n'entament nullement la volonté de ses dirigeants, qui n'ont qu'une seule réponse aux détracteurs : la présence sur le terrain...

L. N.

## Lois de finances Adoption par l'APN du projet de loi organique

**LE PROJET** de loi organique relatif aux lois de finances a été adopté lundi à la grande majorité par l'Assemblée populaire nationale, lors d'une session plénière tenue sous la présidence de Saïd Bouhadja, président de cette institution parlementaire, et en présence du ministre des Finances, Abderrahmane Raouia. Les concepteurs de cette loi expliquent que la loi de 1984 relative aux lois de finances, qui a le caractère de simple loi ordinaire, est aujourd'hui dépassée eu égard aux réformes politiques et économiques intervenues depuis près de deux décennies. En outre, le caractère de loi organique s'impose au plan juridique en raison des dispositions de l'article 141 de la Constitution qui comprend, parmi les lois organiques, celle relative aux lois de finances. Ce projet de texte définit le cadre général dans lequel s'inscrivent les lois de finances ainsi que les modalités relatives à leur préparation, à leur adoption et à leur exécution. Il introduit ainsi un nouveau cadre de gestion des deniers publics en consacrant le principe de la gestion axée aux résultats, basé sur l'efficacité et les résultats enregistrés au vu des objectifs fixés. Il vise deux objectifs principaux : réformer le cadre de la gestion publique pour l'orienter vers les résultats et la recherche de l'efficacité, et renforcer la transparence des informations budgétaires.

R. N.

## Loi sur les hydrocarbures

### Ould Kaddour : «On l'attend avec impatience»

«**L**e processus de révision de la loi sur les hydrocarbures est en cours. Nous essayons de comprendre tous les aspects possibles et imaginables afin de parvenir à une loi attractive des investissements étrangers, d'autant plus que les partenaires étrangers sont de plus en plus intéressés par l'Algérie et par l'avènement de cette loi». C'est la déclaration faite ce matin par Abdelmoumen OuldKaddour, P-DG de Sonatrach. Lors d'un point de presse tenu au siège de la direction générale de la compagnie nationale des hydrocarbures, à l'occasion de la signature d'un contrat d'ingénierie pour l'augmentation de la production d'huile entre l'Association Sonatrach/Pertamina/Talisman et l'italien Bonatti, filiale du groupe Repsol, son P-DG, soulignant que «ensemble des partenaires ont été sollicités pour formuler leurs attentes et les changements qu'ils espèrent dans la prochaine loi sur les hydrocarbures», fera savoir qu'il a été fait appel à «trois ou quatre bureaux de consulting spécialisés dans les différents aspects en la matière».

En outre, affirmant «attendre avec impatience» l'arrivée de la nouvelle loi, «on espère pouvoir avancer», dira-t-il, avant d'ajouter que «c'est une situation très complexe dans la mesure où elle nécessite l'intervention de beau-



coup de gens». Ironisant, comme à son habitude, Ould Kaddour enchaînera pour dire que «nous sommes en Algérie. Nous les Algériens ont leur mot à dire.

On m'avait dit qu'il y avait 40 millions d'entraîneurs de football, maintenant il y a quarante millions d'experts en pétrole et en gaz». «Il faut faire avec et travailler avec les experts algériens dans le domaine, et parvenir le plus tôt possible à une loi attractive», assurera-t-il. Et pour cause, argumentera-t-il, «il y a beaucoup d'entreprises qui attendent l'avènement de cette loi pour pouvoir venir investir. Et on a besoin de ces gens qui investissent dans la

technologie. Quels que soit les moyens que nous avons, la technologie ne s'achète pas, ce sont eux qui la ramène». Dans ce contexte, questionné sur les attentes précises de la part des sociétés étrangères quant au futur texte sur les hydrocarbures, il répondra que «pour eux c'est le retour sur investissement qui est le plus important avec d'autres éléments tels que la fiscalité et la prise en charge des risques». Sur un autre registre, interrogé sur la réunion que la Sonatrach envisage de tenir les 24 et 25 juin prochains, Ould Kaddour affirmera que «les portes sont ouvertes à toutes les entreprises algériennes». Pour lui, «l'objectif

fondamental de cette réunion est d'avoir un maximum d'entreprises locales disposant d'un savoir-faire qui puisse répondre aux besoins du développement de la Sonatrach, en particulier dans le domaine du pétrole et du gaz». «Ce sont des capacités locales qu'il faut aider à mieux se vendre», lancera-t-il.

Auparavant, c'est en rappelant son attachement à la communication et en portant un commentaire sur «le titre de contrat» qu'Abdelmoumen Ould Kaddour, avait débuté son point de presse. En effet, pour le P-DG de Sonatrach, il ne s'agit pas d'évoquer l'injection de gaz mais plutôt du doublement des capacités en plus à générer à l'issue de ce projet. «Le plus important dans ce contrat ce n'est pas la réinjection de gaz, c'est qu'on double nos capacités de production de brut de 15 000 barils/jour pour passer à 30 000», estimera-t-il. Ceci avant de relever que «des discussions ont lieu durant toute une année» entre les différentes parties prenantes pour parvenir à l'aboutissement au contrat objet de signature entre l'Association Sonatrach/Pertamina/Talisman et Bonatti. Dans ce contexte, il indiquera que «chaque champ est étudié pour mieux connaître son comportement et donc utiliser la technique adéquate pour en augmenter la capacité».

L. N.

182 milliards de DA retirés des bureaux de poste durant les 15 premiers jours

# Les Algériens se ruinent pour dresser au mieux leur table du ramadhan

■ Les dépenses des Algériens doublent et triplent même durant le mois de ramadhan. En effet, Algérie Poste a précisé hier qu'un montant global de 182 milliards de DA a été retiré des bureaux de poste durant la première quinzaine du mois sacré du ramadhan, avec des pics de 4 millions d'opérations par jour.

Par Thinhinene Khouchi

**D**urant le ramadhan, les Algériens consomment trop et dépensent beaucoup pour garnir au mieux leur table. Selon le bilan d'Algérie Poste, «182 milliards de DA, est le montant total des retraits effectués au niveau des bureaux de poste durant la première quinzaine du mois sacré, avec des pics qui ont atteint les 4 millions d'opérations par jour». Ce montant total des retraits est dû, en premier lieu, à la cherté des produits alimentaires qui connaissent une hausse de 10 à 15%, mais aussi la surconsommation des Algériens pendant ce mois. En effet, durant le ramadhan les algériens se lâchent et se permettent certain achats tels que les viandes, les poissons qui coûtent majoritairement trop cher. Selon le vice-président de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), Mohamed Abidi, la consommation des viandes rouges et blanches en Algérie est multipliée par quatre durant le mois de ramadhan par rapport aux autres mois de l'année, alors que la consommation des autres produits alimentaires est doublée. «Durant le ramadhan, la



consommation des viandes blanches est estimée à 74 000 tonnes, alors que celle des viandes rouges est de 37 000 tonnes en moyenne. Ainsi, la consommation des viandes durant ce mois sacré représente 380% de la consommation mensuelle durant le reste des mois»,

a-t-il indiqué. En moyenne, chaque ménage en Algérie consomme 9 kg de volaille et 4,5 kg de viandes rouges durant le mois sacré, a-t-il précisé, soulignant que la consommation des autres produits alimentaires représente 170% de leur consommation

moyenne durant le reste de l'année. De ce fait, la hausse des prix des produits alimentaires observée chaque ramadhan, même si elle est alimentée par la spéculation et la baisse de l'offre parfois, est surtout le «résultat direct de l'augmentation brusque de la demande durant ce mois»,

estime Abidi. Selon une étude menée par la fédération en 2015, les dépenses moyennes des 8,2 millions de ménages en Algérie étaient de 75 000 DA par ménage durant le mois de ramadhan, contre une moyenne mensuelle de 36 000 DA durant le reste de l'année. «Cela veut dire que les dépenses des ménages passent de deux fois le SMNG à quatre fois le SMNG durant le ramadhan. Ce constat nous interpelle pour sensibiliser les consommateurs sur la nécessité de réorienter leurs dépenses», a-t-il dit. Et paradoxalement à ce constat, un autre de la fédération fait état de 10 millions de baguettes de pain jetées chaque jour dans les poubelles en Algérie durant le mois sacré. Chaque jour, les Algériens jettent dans les poubelles 10 millions de baguettes de pain, soit l'équivalent de 80 millions DA par jour. C'est de l'argent gaspillé, s'est indigné la fédération. Enfin, selon la Fédération algérienne des consommateurs, le débat sur la consommation durant le ramadhan devrait changer pour qu'il ne soit pas focalisé sur les prix, mais également sur la santé des consommateurs et la surconsommation et le gaspillage des Algériens.

T. K.

Hadj Djilani :

## Le rendez-vous «ne figure pas pour l'heure dans l'agenda du FFS»

**L**es prochaines élections présidentielles prévues en 2019 «ne sont pas inscrites pour le moment dans l'agenda du Front des forces socialistes (FFS)», a indiqué, lundi à Bouira, le premier secrétaire national du parti, Mohamed Hadj Djilani. «Le FFS est (...) préoccupé par la situation sociale et économique précaire que vit le citoyen algérien, et non pas par les présidentielles», a déclaré à l'APS M. Djilani à Aomar (nord-ouest de Bouira), en marge de sa participation à la commémoration du 14<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de l'ancien élu communal et militant du parti, Ali Azrarak. Il a

estimé que l'Algérie traverse une situation économique et politique «difficile dont l'issue nécessite la mobilisation de tous les citoyens, qui doivent œuvrer tous ensemble pour sauver le

pays et aller vers une deuxième République, vers un Etat de droit, de démocratie, fondé sur le respect des libertés et un véritable consensus national». «J'appelle les Algériens et les

Algériennes à se mobiliser davantage pour parvenir à un véritable Etat de droit et social conformément à la charte et principes du 1<sup>er</sup> Novembre 1954», a-t-il dit, réaffirmant l'en-

gagement du FFS de «poursuivre le travail pour la concrétisation de la feuille de route tracée par son leader historique, Hocine Ait Ahmed».

L. M.

Youcef Yousfi à Tizi Ouzou

## «Nous sommes déterminés à réussir l'envol de l'industrie automobile»

**L**e ministre de l'industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a assuré, hier, que «nous sommes déterminés à réussir l'envol de l'industrie automobile même si c'est un processus long et difficile, mais il faut être patients» et que «l'une des clés du succès de cette réussite reste la transparence sur toute la chaîne des coûts et nous y veillerons». Le ministre, qui

s'exprimait devant la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya de Tizi Ouzou, a expliqué que la fabrication de l'automobile nécessite des sous-traitants dont certains sont déjà en train d'apprendre à le faire car il est question de fabriquer des milliers et des centaines de milliers de pièces et ce n'est pas du jour au lendemain que l'on atteindra un impor-

tant taux d'intégration. Le ministre a visité plusieurs entreprises publiques et privées, notamment l'ex-ENEL d'Azazga, l'ENIEM, l'unité d'Aldaph, Confection Numédia et Leader Meubles. Youcef Yousfi a relevé le potentiel humain que recèle la wilaya de Tizi Ouzou dont celui présent dans les entreprises qu'il a inspectées.

Hamid M.

Rassemblement des promoteurs ANSEJ, CNAC et ANGEM à Akbou/ Béjaïa

## Ils réclament l'effacement des dettes et la levée des poursuites judiciaires

**D**e nombreux bénéficiaires de crédits accordés par l'Etat dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi (Ansej, Cnac et Angem) ont organisé, hier, un rassemblement de protestation sous la houlette du Collectif d'appui aux micro-entreprises (CAME) devant le tribunal d'Akbou. Ces jeunes promoteurs, une cinquantaine environ, sont en difficulté financière depuis le début leur activité pour plusieurs raisons. Selon eux, ils ne font pas partie des quelques plans de charge ou rencontrent des difficultés à accéder aux marchés pour pouvoir subsister. Ils sont

revenus à la charge après avoir observé plusieurs actions de protestation devant les banques, les dispositifs d'emploi en question, devant la cour de justice, pour réitérer leurs revendications qui consistent, principalement, en «la levée des poursuites judiciaires engagées à leur encontre» par les dispositifs d'aide à la création d'emploi, aussi et surtout par les banques ayant financé leurs projets. Pour rappel, il y a un peu plus d'un mois ils ont organisé une marche escargot sur la RN 12, entre Oued-Ghir et Bir Slem, entrée de la ville de Béjaïa, avant de fermer la route

et provoquer une paralysie du trafic routier. Regroupés au sein d'un Collectif d'appui aux micro-entreprises (CAME), les bénéficiaires des crédits de ces dispositifs revendiquent aussi et essentiellement «l'arrêt de la saisie du matériel acquis dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi par les banques, un dégrèvement fiscal, une part des marchés publics en faveur de jeunes promoteurs, l'effacement des dettes ou du moins leur rééchelonnement, la suppression des pénalités de retard...». Les promoteurs étaient unanimes à dire vivre d'«énormes

difficultés financières, ceci sans compter les pressions exercées par les banques à leur encontre». Ils déclarent également que leurs entreprises ne sont pas rentables car les plans de charge sont quasi inexistantes. A ceci s'ajoutent les frais d'entretien du matériel et les différentes charges ainsi que les montants des crédits à payer aux banques. Asphyxiés, les protestataires interpellent le wali, le Chef du gouvernement, le chef de l'Etat, afin d'intervenir pour les sauver de l'abysse.

H. Cherfa



Selon Oxford Business Group

# L'Algérie intensifie ses investissements énergétiques en amont et en aval

■ L'Algérie intensifie ses investissements dans les secteurs pétrolier et gazier en lançant de nouveaux projets dans le cadre d'une stratégie qui vise à accroître la production et à développer l'industrie de la transformation pour créer de la valeur ajoutée, indique le cabinet britannique de recherche économique et de conseil Oxford Business Group (OBG) sur son site web.

Par Assia D.

Dans ce sens, OBG rappelle l'entrée en production, en mars dernier, du champ gazier de Timimoun qui devrait produire 1,8 milliard de m<sup>3</sup> de gaz/an à partir de 37 puits, dans le cadre d'un partenariat Sonatrach (51% des parts)-Total (37,75%)-Cepsa (11,25%). Le lancement des opérations à Timimoun, après une série de retards, fait suite à l'inauguration du champ gazier de Reggane Nord en 2017, développé par Sonatrach et les partenaires européens Repsol, DEA Deutsche Erdoel et Edison, pour atteindre à terme une production annuelle de 4,5 milliards de m<sup>3</sup>, note OBG. Un troisième projet devrait être lancé au deuxième semestre de 2018: Le développement du champ gazier de Touat, partenariat entre Sonatrach (35%), Engie (30%) et Neptune Energy (35%), qui a fait l'acquisition d'Engie E&P International en février 2018, souligne OBG. Ces trois projets, qui devraient entraîner une hausse de la production totale de gaz d'environ 9 milliards de m<sup>3</sup>/an, seront reliés au nouveau gazoduc GR5 (765 km) qui transportera le gaz jusqu'au centre de traitement de Hassi R'mel. Cette hausse de la production en amont intervient alors que Sonatrach a annoncé son intention d'investir 56 milliards de dollars d'ici à 2022.

tons plus d'un milliard de dollars de carburant par an, ce qui n'a aucun sens. Nous voulons créer de la valeur ajoutée pour notre gaz et la transformation pétrochimique sera le développement le plus important que Sonatrach connaîtra au cours du siècle», avance-t-il dans cet entretien. Afin d'améliorer la situation, la compagnie procède actuellement à une modernisation de la raffinerie de Sidi R'cine (Alger) qui verra sa capacité de transformation passer de 2,8 millions de tonnes à 3,7 millions de tonnes et sa capacité de stockage du carburant augmenter de 73%. De plus, Sonatrach a conclu en mai dernier un accord de 1,5 milliard de dollars avec le groupe français Total pour la construction d'une usine pétrochimique à Arzew, rappelle OBG. Cette unité devra produire 550 000 tonnes/an de polypropylène, avec une partie de la production qui pourra être exportée vers l'Europe, la Turquie et l'Afrique du Nord. Abordant l'acquisition récente de la raffinerie d'Augusta (Italie), d'une capacité de traitement de 10 millions de tonnes/an, OBG souligne que cet achat, qui comprend aussi trois terminaux pétroliers situés à Augusta, Palerme et Naples, «représente la première acquisition de Sonatrach à l'étranger dans le domaine pétrochimique». En outre, Sonatrach «se penche de plus en plus vers les possibi-



PHOTO R.

lités offertes par les énergies renouvelables, voyant dans celles-ci en particulier un moyen de réduire les coûts associés à la production énergétique». «Nous envisageons d'utiliser l'énergie solaire dans tous nos champs pétroliers et gaziers. Dans la mesure où chaque installation consomme jusqu'à 20% de la production, l'utilisation de l'énergie solaire pour alimenter les opérations est absolument nécessaire», a noté M. Ould Kaddour, ajoutant que d'ici à 2030, tous les champs fonctionneront à l'énergie solaire.

## Modification de la loi sur les hydrocarbures pour attirer les investissements étrangers

«Si une hausse des investissements et des projets de diversification devraient soutenir la croissance dans le secteur de l'énergie, les autorités ont également évoqué des modifications à la législation actuelle dans le cadre d'une stratégie visant à attirer une plus grande participation des acteurs internationaux», souligne OBG. «Les acteurs du secteur critiquent depuis longtemps la législation en vigueur,

considérée comme dissuasive pour les acteurs internationaux désireux de s'installer dans le pays, affirmant que certaines mesures ne correspondent plus à la réalité des activités du secteur dans un contexte de prix de l'énergie plus bas». Outre les changements fiscaux, les propositions de réforme du code des hydrocarbures comportent une simplification des procédures bureaucratiques et administratives pour les investissements, ce qui devrait «encourager encore davantage les activités dans les secteurs pétrolier et gazier».

A. D.

## Transformation en aval et énergies renouvelables pour renforcer le secteur de l'énergie

Par ailleurs, OBG relève que «les autorités algériennes ne visent pas seulement une augmentation de la production gazière, mais entendent également développer la transformation en aval et le rôle des énergies renouvelables pour assurer davantage d'efficacité et de rentabilité au secteur énergétique». L'Algérie a produit environ 95 milliards de m<sup>3</sup> de gaz en 2017, dont environ 55% ont été exportés, principalement vers l'Europe, précise ce cabinet britannique. Afin de fournir une feuille de route de développement durable, Sonatrach a dévoilé sa stratégie baptisée SH2030 Leading the Change (Conduire le Changement), qui fait la part belle à l'industrie pétrochimique et à la transformation locale, poursuit la même source. «L'aval a toujours été négligé en Algérie et cela devient un important problème stratégique», explique le P-dg de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, à OBG. «Nous impor-

Les prix du pétrole reculaient à nouveau hier en cours d'échanges européens après la dernière réunion technique de l'Opep et de ses partenaires avant la réunion officielle de Vienne, où l'avenir de l'accord de limitation de la production devrait être décidé. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 76,26 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 53

cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juillet cédait 14 cents à 65,67 dollars. «Des éléments qui pèsent sur les prix viennent contrebalancer le risque géopolitique toujours élevé dans le Golfe persique et au Moyen-Orient», ont résumé des analystes. Des représentants de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep) et de certains de leurs partenaires se sont réunis samedi pour une dernière réunion technique de suivi de l'accord de limitation de la production, qui les unit depuis début 2017. Les deux piliers de l'accord, l'Arabie saoudite et la Russie, évoquent et déjà une hausse de la production au deuxième semestre, alors que le cartel et ses partenaires se réuniront officiellement le 22 juin à Vienne.

«Nous estimons que la hausse de la production se fera de façon progressive», a estimé un analyste. Selon lui, l'Arabie saoudite n'a en effet pas intérêt à trop augmenter sa production car «son but principal est de s'assurer de prix du pétrole élevés pour introduire en Bourse le bijou national qu'est Saudi Aramco», le géant pétrolier dont l'introduction en Bourse est prévue pour 2019. La Russie comme l'Arabie saoudite veulent cependant s'assurer que le marché ne sera pas trop déstabilisé par les baisses non volontaires de certains grands producteurs. Si la production du Venezuela et de l'Angola reculent, les marchés craignent également de perdre la production iranienne avec le rétablissement des sanctions américaines. «L'effet des sanctions sur les marchés ne se fera pas sentir avant novembre et la fin d'une période de transition», a toutefois noté un autre analyste, qui souligne que le pays exporte pour l'instant à des niveaux élevés.

F. H./APS

## Pétrole

# Le Brent à plus de 76 dollars à Londres

## Angela Merkel détaille ses idées sur la réforme

LA CHANCELIERE allemande Angela Merkel a pour la première fois détaillé ses idées sur la réforme de la zone euro, en acceptant un budget d'investissement et en prônant la création d'un Fonds monétaire européen. «Nous avons besoin d'une plus grande convergence économique entre Etats membres au sein de la zone euro», déclare la chancelière dans une interview publiée par l'édition dominicale du quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung. «Nous avons pour cette raison proposé un budget d'investissement pour la zone euro dans le contrat de coalition» du nouveau gouvernement allemand entre conservateurs et sociaux-démocrates «et j'y suis favorable», ajoute Angela Merkel. La chancelière a mentionné pour son montant un chiffre «limité à deux chiffres en milliards d'euros», soit quelques dizaines de milliards d'euros. Par ailleurs, Angela Merkel a détaillé la proposition allemande de création d'un Fonds monétaire européen (FME), qui viendrait en aide aux pays aux difficultés, en échange toutefois de strictes conditions et d'une surveillance étroite de pays ainsi épaulés. «Nous voulons nous rendre un peu indépendants du Fonds monétaire international», a-t-elle expliqué. Ce FME reprendrait d'une part les prérogatives du Mécanisme européen de stabilité (MES), chargé aujourd'hui d'aider à financer la dette de pays en crise comme la Grèce, en leur accordant des prêts de long terme. Mais il irait plus loin. R.E.

## Batna

# Production d'un million de litres de lait/jour depuis début ramadhan

■ Une production quotidienne de l'ordre d'un million de litres de lait pasteurisé a été enregistrée depuis le début du mois de ramadhan dans les six wilayas de l'Est, relevant de la direction régionale du commerce, a indiqué à Batna son directeur.

Par Lyes B.

La quantité produite à un taux de plus de 60 % par les laiteries publiques des Aurès (Batna) et de Numidia de la wilaya de Constantine, a permis de répondre aux besoins des citoyens en cette matière dans les wilayas de Constantine, Batna, Khenchela, Tébessa, Oum El Bouaghi en plus de la wilaya déléguée d'Ouled Djellal, a indiqué le responsable à l'APS. «Aucune perturbation dans la distribution n'a été signalée», s'est-il félicité. L'abondance enregistrée dans la production laitière est due à la quantité supplémentaire de la matière première (poudre de lait) estimée à 522 tonnes, fournies par l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) et affectée en faveur des 17 laiteries, réparties sur les wilayas de cette région, a-t-il déclaré. «4 500 tonnes de poudre de lait ont été fournies par l'Onil pour les laiteries publiques et privées à l'échelle nationale afin de soutenir la production du lait en sachet, sur décision du gouvernement», a-t-il relevé. Plus de la

moitié de cette quantité consacrée aux laiteries de la zone de Batna pour soutenir la production laitière pasteurisée, a été dirigée vers les laiteries des Aurès (Batna) et Numidia (Constantine), tandis que le reste a été réservé aux 15 autres laiteries relevant du secteur public et privé, a ajouté le même source. Une quantité «record» de pas moins de 550 000 litres de lait pasteurisé a été réalisée par la laiterie publique Aurès relevant du groupe industriel de productions laitières «Giplait» pendant



ce mois sacré, a révélé de son côté le président directeur général de cette unité, Ahmed El Amraoui. «Cet aliment nutritif est disponible à travers tout le réseau de distribution des laite-

ries qui comprend six wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays», a-t-il assuré. Des commerçants de la capitale des Aurès ont affirmé pour leur part que «le lait pasteurisé est disponible dans la wilaya

de Batna depuis le début du mois de ramadhan en cours et aucune perturbation dans la distribution n'a été enregistrée durant toute cette période».

L. B./APS

## Saïda

## Coup d'envoi du renouvellement de 80 km de réseau d'AEP

Les travaux de réalisation du projet de renouvellement de 80 km du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) ont été lancés dimanche dans la ville de Saïda. Ce projet de rénovation de l'ancien réseau d'AEP, dont le coup d'envoi a été donné par le wali de Saïda, Seïf El Islam Louh au niveau de la cité «350 logements», touche divers quartiers de la ville de Saïda, a indiqué le directeur local des Ressources en eau, Omar Ghazlaoui. Cette opération connaîtra, dans une première phase, la réalisation de travaux d'un tronçon de 40 km de réseau de distribution d'AEP à travers certains quartiers, classés comme points noirs au niveau du chef-lieu de wilaya, notamment la cité d'habitation

«190 logements», haï «Sarsour», haï «Sidi Cheikh» et haï «Soummam», selon l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE). Il a été consacré pour cette opération, inscrite à l'indicatif de l'ADE dans le cadre du programme sectoriel de la wilaya, une enveloppe de 600 millions DA. Les délais de réalisation ont été fixés à 18 mois, a-t-on ajouté de même source. Aussi, il est prévu «prochainement» le démarrage des travaux de renouvellement d'un linéaire de 40 km de canalisation du réseau pour toucher d'autres quartiers après achèvement de l'ensemble des procédures administratives, a-t-on assuré. La longueur du réseau d'AEP de la ville de Saïda est de 398 km, dont 80 km de canalisations

vétustes qui sont en cours de renouvellement, a-t-on rappelé. Par ailleurs, les communes de Youb et de Ouled Khaled ont bénéficié d'une opération similaire durant l'année en cours pour le renouvellement de 40 kilomètres de l'ancien réseau de distribution d'eau potable dans les agglomérations des deux communes. Le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur le respect des délais réglementaires et de veiller à la qualité des travaux de réalisation pour en finir avec les fuites, faire de l'économie et mettre fin à la déperdition de cette source vitale, outre la protection de la santé des citoyens.

Hocine A.

## Mascara

## Remise des arrêtés de 60 aides à l'habitat rural à Ghriss

DES ARRÊTÉS de 60 aides à l'habitat rural ont été remis à leurs bénéficiaires de la commune de Ghriss (Mascara), a-t-on constaté. La cérémonie de remise des arrêtés s'est déroulée au village de Ouled Malek en présence des citoyens bénéficiaires qui ont exprimé leur joie d'obtenir ces aides de 700 000 DA leur permettant de réaliser des habitations non loin de leurs fermes et exploitations. Le vice-président d'APC de Ghriss a annoncé que 90 autres aides seront bientôt remis à leurs bénéficiaires. Il est prévu également la remise des clés de 60 logements sociaux en attendant l'achèvement de la réalisation de plus de 200 logements publics locatifs (LPL) à Ghriss. Cette collectivité a fourni des assiettes foncières destinées aux projets de logements promotionnels aidés (LPA) prévus par la wilaya. Les bénéficiaires de logements location-vente AADL résidant à Ghriss ont été transférés à la ville de Mascara, a-t-on fait savoir.

R.R.

## Souk Ahras

## 720 millions DA de crédit «R'fig» en faveur de 790 agriculteurs

Un montant financier de l'ordre de 720 millions DA de crédit «R'fig» a été octroyé en faveur de 790 agriculteurs de la wilaya de Souk Ahras, au titre de la campagne agricole 2017-2018, a indiqué le directeur régional de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) de Guelma, qui couvre la wilaya de Souk Ahras. «330 fellahs parmi le nombre global ont bénéficié d'un rééchelonnement en raison de la sécheresse

qui a touché de nombreuses régions de la wilaya au cours des trois dernières années», a précisé Mohamed Oumedour à l'APS. Le montant alloué dans le cadre du crédit «R'fig» enregistre une hausse de 180 millions comparé à la précédente saison agricole, a-t-on encore noté, soulignant une augmentation dans le nombre des agriculteurs bénéficiaires de ce crédit, passant de 530 agriculteurs en 2017 à 790 pour l'actuelle saison agricole.

Parallèlement, les responsables de la Cnac (Caisse nationale d'assurance chômage) ont indiqué que l'absence du foncier et la problématique de la nature des terres agricoles de la région, classées «arches» (tribu) constituent «une entrave» pour ceux qui souhaitent obtenir des financements pour leurs activités agricoles dans le cadre de la Badr. La Banque de l'agriculture et du développement rural a financé, dans le cadre du dispositif de la

Cnac, durant la période allant de janvier 2012 à janvier 2018, 32 projets d'élevage laitier, 35 projets de collecte du lait et 39 autres liés aux services agricoles dont l'acquisition des équipements agricoles utilisés dans les campagnes labours-semences et moissons-battages et les grandes cultures en plus de 22 autres d'agriculture et 1 projet d'apiculture, a rappelé la même source.

S.Y.

## Sidi Bel-Abbès

## Nécessité d'élargir l'aquaculture et l'intégrer en agriculture

Les participants à une session de formation des agriculteurs en aquaculture, lancée à Sidi Bel-Abbès, ont mis l'accent sur la nécessité d'élargir l'activité aquacole et de l'intégrer dans le domaine agricole. Les intervenants ont insisté lors de cette rencontre de formation sur l'importance de la pisciculture dans les bassins d'irrigation et les avantages et vertus nutritifs pour

la fertilité du sol en fournissant des produits organiques. Un universitaire de l'institut technologique de la pêche d'Oran, Mohamed Maazouz a souligné que la formation des agriculteurs s'inscrit dans le cadre de l'opération d'intégration de l'aquaculture en agriculture suivant le plan du ministère de tutelle en vue d'élargir l'activité aquacole. Il a expliqué que l'intégration des pois-

sons dans des bassins d'irrigation est nécessaire pour la fertilité du sol. Le directeur local de la pêche et ressources halieutiques, Hamou Fatmi a signalé que le but attendu de ces sessions de formation d'une année est de toucher plus de 500 agriculteurs de la wilaya de Sidi Bel-Abbès. Cette session de formation d'une semaine a ciblé 100 agriculteurs répartis en quatre

groupes à Sfisef, Sidi Lahcen, Sidi Bel-Abbès et Benbadis. Initiée par la direction de la pêche et ressources halieutiques de la wilaya de Sidi Bel-Abbès en collaboration avec le centre national de recherche et développement de la pêche et de l'aquaculture et des écoles de formation spécialisées, cette formation a été accueillie favorablement par les fellahs.

APS





## Sahara occidental

# Le Front Polisario appelle le Conseil de sécurité à la relance des pourparlers

■ Le Front Polisario a lancé un appel au Conseil de sécurité, au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et à son Envoyé personnel, Horst Kohler, pour «organiser des négociations directes entre les parties du conflit sahraoui, le Maroc et le Sahara occidental, et ce, dans les plus brefs délais possibles, conformément à la dernière résolution 2414», réitérant «son entière disponibilité à engager des pourparlers directs et sans conditions préalables avec Rabat devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination».

Par Sara H.

Dans une lettre adressée par la représentation du Front Polisario aux Nations unies, au président du Conseil de sécurité, dont la présidence tournante est assurée par l'ambassadeur et représentant permanent de la Fédération de Russie, Vassily Nebenzia, le Front a réitéré «sa pleine disponibilité à engager des négociations directes sans conditions préalables avec le Maroc, devant mener à l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable d'autodétermination, conformément à la résolution 2414 du Conseil de sécurité adoptée le 27 avril dernier». Le Front Polisario a considéré, dans sa lettre transmise au Conseil de sécurité, que «la résolution 2414 était un signal fort et une lueur d'espoir pour que le peuple sahraoui puisse voir le Conseil de sécurité assumer pleinement ses responsabilités dans le processus de la décolonisation du Sahara occidental», dernière colonie en Afrique. De ce sillage, le Front Polisario a indiqué que «le renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso) pour une durée de six mois, dont la mission principale et fondamentale est celle de veiller à l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui en coopération avec l'Union africaine, est en soi un point positif». Le Front Polisario, qui a réitéré par la même occasion son engagement entier et permanent envers les résolutions prises par le Conseil de sécurité en rapport avec le Sahara occidental, y compris la résolution 2414 approuvée par le Conseil de sécurité le 27 avril 2018, a

renouvelé sa disponibilité de coopérer pleinement avec les efforts du secrétaire général des Nations unies et son envoyé personnel. «Le Front Polisario a réaffirmé sa volonté – comme l'avait exprimé officiellement le secrétaire général du Front, M. Ibrahim Ghali, à l'occasion des festivités de célébration du 45<sup>e</sup> anniversaire de la création du Front populaire de libération de la Segouia el Hamra et du Rio de Oro – pour entamer immédiatement avec le Maroc des négociations directes sans conditions préalables et de bonne foi, comme l'exige le Conseil de sécurité sous les auspices de l'Envoyé personnel, visant à garantir le droit de notre peuple à l'autodétermination et à mettre fin à cette tragédie de longue date dans l'intérêt de la paix et de la sécurité dans la région», a souligné le Front Polisario dans sa lettre.

S. H./APS



## Tunisie

## Le bilan du naufrage de Kerkennah s'élève à 46 morts

Au moins quarante-six personnes ont trouvé la mort au large des côtes ouest de l'île de Kerkennah en Tunisie, a indiqué dimanche le ministère tunisien de la Défense dans un nouveau bilan du naufrage de leur embarcation lors d'une tentative d'immigration illégale. Dans un communiqué, le ministère tunisien de l'Intérieur a, quant à lui, annoncé «le sauvetage de 68 naufragés dont 5 migrants subsahariens, 1 Marocain et un Libyen», selon l'agence de presse tunisienne TAP. Plus tôt dans la matinée, le département de la Défense avait expliqué que l'embarcation clandestine qui transportait 180 migrants dont 80

subsahariens, avait fait naufrage à 5 miles nautiques de l'île de Kerkennah, suite à une infiltration d'eau dans la coque. «Les opérations de recherche et de sauvetage menées par les unités de la Garde nationale et de la Marine nationale, avec la participation d'un avion militaire et de plongeurs de l'armée nationale et de la Protection civile, se poursuivent, pour trouver des survivants et repêcher les corps des victimes», a expliqué l'agence TAP. Le procureur de la République près le tribunal de première instance de Sfax, a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire sur la «formation d'une entente en vue de

franchir illicitement les frontières maritimes», suite au naufrage, a ajouté la même source.

### Arrestation de 4 terroristes dont un élément «très dangereux» à Goubellat

Un élément terroriste classé «très dangereux» ainsi que trois de ses assistants ont été arrêtés, dimanche à l'aube, par les unités sécuritaires de la brigade tunisienne de lutte antiterroriste à l'Aouina, dans une zone montagneuse à Goubellat, relevant du gouvernement de Béja, selon les autorités tunisiennes. Selon le porte-parole officiel du pôle

judiciaire de lutte antiterroriste, Sofiane Selliti, cité par l'agence tunisienne TAP, «le principal terroriste, dénommé Ibrahim Riahi, âgé de 31 ans, est impliqué dans plusieurs opérations terroristes sanglantes dont particulièrement les opérations de Goubellat et Raoued». Selon la même source, de nombreux avis de recherche ont été lancés à son encontre par les unités de lutte antiterroriste, outre des mandats d'amener émis par les juges d'instruction du pôle judiciaire de lutte antiterroriste. Il avait été condamné à 50 ans de prison par contumace. Le porte-parole du pôle judiciaire de lutte antiterroriste a souligné que l'arrestation de ce dangereux terroriste, tombé dans une embuscade, était le résultat d'une opération préventive menée sous la supervision du ministère public au pôle judiciaire de lutte antiterroriste et en coordination avec l'unité nationale de recherche dans les crimes terroristes relevant de la Garde nationale d'El Aouina. Selon Sofiane Selliti, cette opération d'arrestation est considérée comme un «grand acquis de renseignements». Il a ajouté que les investigations ont démarré ce dimanche avec ce terroriste impliqué depuis 2013 dans des affaires terroristes, ainsi qu'avec ses trois assistants qui lui ont apporté un soutien logistique tout au long de sa période de fuite au Mont Goubellat.

R. M.

A. O./Agences

## Libye

## Les autorités de Misrata et de Taouarga signent un accord de paix

Les autorités des villes libyennes de Misrata et de Taouarga ont signé dimanche un accord de paix censé permettre à quelque 40 000 habitants de Taouarga de rentrer chez eux après sept années d'exil suite aux événements de 2011, ont annoncé les autorités locales. «Ce traité vise à tourner la page du passé avec les habitants de Taouarga», a expliqué Mustafa Karwad, le maire de Misrata. Cette réconciliation survient après que toutes les parties soient parvenues à un consensus avec l'objectif d'établir des

principes de bon voisinage, a-t-il ajouté. Troisième plus grande ville de Libye avec une population d'environ 500 000 habitants, Misrata est aussi l'une des plus militarisées avec la présence de la plus grande milice armée du pays. Séparées de seulement 40 kilomètres, Misrata et Taouarga avaient déjà signé un accord de réconciliation sous les auspices de l'ONU en 2016, permettant le retour des déplacés de Taouarga. Cependant, ce retour a échoué en raison de diverses exigences formulées par les milices de Misrata.

### Un mort dans une attaque contre un commissariat dans l'est libyen

Une femme a été tuée et cinq personnes blessées samedi à l'aube, dans une attaque contre un commissariat de police dans l'est de la Libye, a indiqué l'agence Lana. Selon Lana, cette «attaque terroriste» a coûté la vie à une femme et a blessé cinq personnes qui «passaient» en voiture près du commissariat d'Al-Ganane, à 18 km au sud d'Ajdabiya, où les forces de

sécurité tenaient un barrage. La région d'Ajdabiya, ville d'environ 75 000 habitants, située à quelque 160 kilomètres à l'est de Benghazi, a déjà été le théâtre d'attaques meurtrières du groupe terroriste «Etat islamique» (EI/Daech). Le 22 mai, l'EI a ainsi revendiqué deux attaques contre des soldats au sud d'Ajdabiya : un attentat suicide contre un check-point qui avait tué deux militaires et une attaque contre un barrage à l'entrée d'Oujla au cours de laquelle un soldat avait été enlevé.



Iran

# Netanyahu cherche à «augmenter» la pression sur Téhéran

■ Benjamin Netanyahu entamait hier en Allemagne une tournée de trois jours au cours de laquelle il espère accroître la pression sur l'Iran et infléchir la position des Européens, déterminés jusqu'ici à sauver l'accord sur le nucléaire.

Par Rosa C.

«**J**e vais rencontrer trois dirigeants et je vais discuter avec eux de deux sujets: l'Iran et l'Iran», a-t-il déclaré avant de quitter Israël pour Berlin, appelant à «augmenter la pression» sur Téhéran concernant son programme nucléaire.

«Il se peut qu'il n'y ait pas un complet accord à ce sujet pour le moment, mais à mon avis, cela va prendre forme», a-t-il assuré.

Adversaire ardent de l'accord nucléaire et du régime iranien, le Premier ministre israélien doit rencontrer dans l'après-midi la chancelière Angela Merkel et tenir avec elle une conférence de

presse vers 14h30 GMT. Il fera ensuite la même chose mardi à Paris avec le président français Emmanuel Macron, puis mercredi avec la Première ministre britannique Theresa May. Allemagne, France et Royaume-Uni sont trois des signataires de l'accord nucléaire conclu en 2015 entre les grandes puissances et Téhéran pour tenir la République islamique éloignée de l'arme nucléaire.

Leurs dirigeants défendent résolument l'accord, malgré le retrait américain annoncé le 8 mai avec fracas, et oeuvrent de concert sur le sujet avec la Russie et la Chine, les deux autres signataires du texte. Le ministre allemand des Affaires

étrangères Heiko Maas a reçu jeudi à ce sujet à Berlin son homologue chinois Wang Yi pour souligner que l'Allemagne «veut garder l'accord sur le nucléaire et faire en sorte que l'Iran s'y maintienne également».

Le ministre chinois a critiqué à cette occasion le manque de fiabilité des Etats-Unis de Donald Trump. «C'est un truisme du droit international que de rappeler que les accords internationaux doivent être respectés» et «les grands pays devraient donner l'exemple, pas faire le contraire», a-t-il dit. S'ils estiment que l'accord existant reste le meilleur moyen de brider les ambitions nucléaires iraniennes, les Européens sont aussi conscients des limites d'un compromis qu'Angela Merkel a récemment qualifié de «pas parfait». Ils ont proposé de négocier un complément avec Téhéran, couvrant son programme balistique ainsi que sa politique d'influence au Moyen-Orient, du Liban, à la Syrie jusqu'au Yémen, considérée comme déstabilisatrice par les Occidentaux et jugée par Israël comme une menace directe pour son existence. Sur ces points au moins, Benjamin Netanyahu et ses interlocuteurs européens pourraient se retrouver. «Je discuterai avec eux des moyens de bloquer les aspirations nucléaires et l'expansion iranienne au Moyen-Orient», avait auparavant dit M. Netanyahu. Ces questions sont «vitales pour la sécurité d'Israël», avait-t-il ajouté. Israël s'inquiète que l'Iran ne se dote de la bombe atomique dont il se voit comme la cible désignée, a fortiori si la



PH. &gt; D. R.

République islamique poursuit ses activités balistiques. Les Européens sont eux-mêmes directement sous pression des Etats-Unis dans ce dossier. Washington a fixé un ultimatum aux entreprises étrangères pour qu'elles cessent de faire affaire avec l'Iran, une mesure visant principalement les Européens, notamment des entreprises françaises et allemandes. La venue de M. Netanyahu à Berlin scelle dans le même temps officiellement la fin d'une période diplomatique tendue entre les deux pays, historiquement alliés. Elle avait culminé par une brouille l'an dernier autour de la politique de l'Etat hébreu à l'égard des Palestiniens et des ONG critiques de son action.

Berlin a depuis des semaines multiplié les messages de soutien à Israël lors des bombardements à Gaza ou sur des positions militaires en Syrie. Par ailleurs, Angela Merkel ne cesse de mettre en garde contre une résurgence de l'antisémitisme dans son pays provenant à la fois de l'arrivée de nombreux migrants originaires de pays arabo-musulmans et de l'extrême droite. Ce week-end, un des leaders du parti d'extrême droite AfD, Alexander Gauland, a qualifié Adolf Hitler et ses atrocités de «pipi de chat» à l'aune de l'histoire millénaire germanique à ses yeux glorieuse. Des propos qualifiés hier de «honteux» par le porte-parole de M<sup>me</sup> Merkel.

R. C.



## Points chauds

Constat

Par Fouzia Mahmoudi

**B**arack Obama aurait-il pu empêcher la victoire surprenante de Donald Trump à l'élection présidentielle de 2016. Celui qui était assuré de laisser son siège dans le Bureau ovale à son ex-secrétaire d'Etat, chargé des Affaires étrangères, Hillary Clinton a-t-il fait montre de trop d'assurance ? C'est ce qu'il semble indiquer dans un livre publié par l'un de ses plus proches conseillers, un Barack Obama sonné tente de tirer les leçons de l'élection de Donald Trump. En effet, dans un ouvrage à paraître prochainement, «The World as it is ou», en VF, «Le monde tel qu'il est», écrit par l'un de ses plus proches conseillers, Benjamin J. Rhodes, et dont quelques extraits sont repris depuis quelques jours par les médias américains, Obama commente auprès de ses conseillers la déroute du parti Démocrate, cherchant, à coup de réflexions qui sonnent comme des maximes, l'origine de cet échec. Et dans l'un de ses – rares moments de remise en question, le premier président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis cible le «cosmopolitisme». A l'origine de cette réflexion, la lecture d'un article d'opinion comme il y en a des dizaines publiés chaque jour aux Etats-Unis. Dans cette tribune, l'auteur explique l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche par le comportement politique des libéraux, c'est-à-dire la gauche progressiste du pays dont fait partie Obama. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, ces derniers auraient trop fait la promotion du cosmopolitisme et de la mondialisation, laissant une grande partie de la population américaine sur le bas-côté. Cette dernière, se sentant délaissée par des élites mondialisées, se serait repliée sur ses racines et sa identité. Une conclusion que visiblement Obama partage, selon le récit de Benjamin J. Rhodes : «Peut-être sommes-nous allés trop loin», reconnaît l'ancien président auprès de ses conseillers, avant d'ajouter, avec une certaine condescendance : «Peut-être que les gens veulent juste rester enfermés dans leur tribu». Des paroles amères, immédiatement suivies du réconfort de ses proches : non, ni Barack Obama, ni sa politique ne sont à l'origine de la victoire de Donald Trump. Qu'importe si, dans la dernière ligne droite, le président en exercice s'est profondément impliqué dans la campagne de sa dauphine, Hillary Clinton. Ses conseillers sont formels : s'il n'avait pas été empêché par la Constitution des Etats-Unis, qui limite à deux mandats l'exercice de la fonction présidentielle, Obama aurait pu se représenter, et être réélu haut la main face au milliardaire. «Parfois, je me demande si je n'ai pas été élu avec 10 ou 20 ans d'avance», poursuit tout de même l'ancien locataire de la Maison-Blanche, peu convaincu par l'assurance de ses conseillers. Impossible, dans cette phrase, de savoir si Barack Obama fait ici précisément référence à sa politique ou à sa couleur de peau, l'Amérique ayant élu, en 2008, le premier président afro-américain de son histoire. Mais ces constats, fondés ou non, ne changent rien à la situation actuelle du pays, surtout alors que Donald Trump tente de détricoter méthodiquement, souvent avec succès, depuis son arrivée à la Maison-Blanche toutes les réformes et accomplissements effectués par Obama durant ses deux mandats à la tête des Etats-Unis.

F. M.

Attaque de Liège

## Des centaines de personnes aux obsèques de l'étudiant tué

**P**lusieurs centaines de personnes ont rendu hommage hier près de Liège (est de la Belgique) à Cyril Vangrieken, l'étudiant de 22 ans assassiné le 29 mai avec deux policières lors de l'attaque dans cette ville belge revendiquée par le groupe Etat islamique.

Avant une cérémonie d'obsèques dans une salle municipale, à laquelle a participé le Premier ministre belge Charles Michel, des proches, amis de la victime ou simples citoyens ont accompagné à pied le corbillard recouvert de fleurs dans les rues de Vottem, sur la commune de Herstal. Des dizaines de personnes étaient revêtues de blancs, répondant au souhait de la famille. Des membres du club de pétanque auquel appartenait Cyril Vangrieken ont rythmé le passage du cortège en frappant deux boules l'une contre l'autre en guise d'applaudissements,

selon des images de télévision. L'inhumation devait ensuite avoir lieu dans l'intimité familiale. «C'était une très belle cérémonie, c'était très émouvant. Ce n'est pas un adieu, ce n'est qu'un au revoir. Et on se reverra bientôt», a dit l'un des amis du jeune homme, Kubilay Cimen, interrogé par l'AFP. Le 29 mai, vers 10h30 (08h30 GMT), sur une grande artère du centre de Liège, Benjamin Herman, délinquant radicalisé de 31 ans qui bénéficiait d'un congé pénitentiaire, a tué trois personnes en criant plusieurs fois «Allah Akbar» («Dieu est grand»). Il a été abattu par les forces de l'ordre. L'assaillant, qui avait été en contact en prison avec plusieurs personnes radicalisées, a d'abord attaqué deux policières au couteau puis dérobé leurs armes de service, utilisées pour les abattre au sol. Cyril Vangrieken a ensuite été visé

par plusieurs tirs alors qu'il se trouvait avec sa mère dans une voiture à l'arrêt. Il est mort sur le coup. La nuit précédant ce triple assassinat, Benjamin Herman est aussi soupçonné d'avoir tué un toxicomane de 30 ans sur la commune de Marche-en-Famenne (sud), non loin de là où il résidait.

Dimanche près de 3.000 personnes ont participé à une marche blanche à Liège en hommage aux victimes de l'attaque jihadiste, revendiquée le 30 mai par l'EI. Les deux policières Lucile Garcia, 54 ans, et Soraya Belkacemi, 44 ans, doivent de leur côté être incinérées mardi après une cérémonie d'hommage national dans un centre funéraire de Liège.

L'attaque a été ponctuée par une courte prise d'otage dans un établissement scolaire où les coups ont repris hier après quatre jours de fermeture.





Concert de Manel Gharbi et Zied Gharsa à Alger

# Un programme varié présenté au public

■ La chanteuse d'opéra et interprète de hawzi, Manel Gharbi, et le chanteur et compositeur tunisien, Zied Gharsa, ont animé, dimanche soir à Alger, un concert de musique andalouse, dédié aux chants malouf rendus devant un public émerveillé. Organisé à l'Opéra d'Alger, cette soirée a fait drainer un public nombreux.

Par Abla Selles

**A**ccueilli à l'opéra d'Alger Boualem-Bessaih, un spectacle organisé dans le cadre de la tournée en Algérie du chanteur tunisien Zied Gharsa et la chanteuse d'opéra et interprète de hawzi, Manel Gharbi, a attiré un public nombreux venu apprécier le chant malouf, rehaussé par des pièces Noubas rendues à travers des créations prestigieuses inspirées de l'andalou.

A l'entame de cette soirée, Manel Gharbi a gratifié un public conquis de chants hawzi et de parties Noubas (Raml Maya). Accompagnée par l'Orchestre régional de musique andalouse d'Alger-Centre, dirigé par le maestro Kamel Mouati aux côtés des virtuoses Dakhla Mbarek, Adlène Fergani et Meriem Benallal, le chanteur tunisien a interprété, entre autres pièces, «Lemima», une chanson très populaire en Tunisie, écrite par le poète tunisien Ali el Ouarnani et «Haramto bik nouassi», «Baraken» de Ali el Ouati et «Rahal» composée par le Tunisien Nobli Fadel. Puisant dans le patrimoine musical algérien, Zied Gharsa a rendu, sous les applaudissements nourris du public, «Khatem el Ghouzeil», un



classique andalou repris par de grands noms de la musique algérienne et «Ya rayah» (Le partant), célèbre chanson du compositeur et interprète de châabi Dahmane el Harachi (1925-1980). Zied Gharsa se produit en Algérie dans le cadre d'une tournée entamée le 26 mai dernier à la salle Ahmed-Bey de Constantine, avant de sillonner Biskra puis Tlemcen. Les ministres de la Culture, Azzedine Mihoubi, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Noureddine Bedoui, ainsi que l'ambassadeur du Tunisie en



Algérie, Abdelmadjid Ferchichi, ont assisté à ce concert. Issue d'une famille artistique, Manel Gharbi a baigné depuis sa tendre enfance dans le monde de la musique, en intégrant la chorale de la maison de jeunes de Ain-Taya. Passionnée par le piano, son instrument fétiche qu'elle a appris à l'âge de 3 ans, elle fera partie, plus tard, de l'Association de musique andalouse Noubas avec laquelle elle a participé à de nombreux festivals en Algérie et à l'étranger. Connue également à l'écran comme présentatrice d'émissions culturelles, Manel Gharbi, chanteuse

d'opéra, a brillé sur plusieurs scènes internationales, notamment en Allemagne, France et au Maroc. Chanteur et compositeur tunisien, Zied Gharsa, lui, s'intéresse au patrimoine musical tunisien et andalou. Par ses nombreuses créations musicales inspirées du malouf, Gharsa rejoint la prestigieuse école fondée par l'artiste tunisien Khemais Tarnane qui a légué à son disciple Tahar Gharsa, son père, un patrimoine extrêmement riche. Par sa maîtrise de plusieurs instruments traditionnels et ses performances d'interprétation, Zied Gharsa compte parmi les maîtres de la musique traditionnelle dans la Méditerranée.

## Musique andalouse

### Zahia Benzengli enchante les Algérois

**L'**interprète de musique andalouse Zahia Benzengli a gratifié le public du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi par un programme musical qui varie entre l'andalou, le hawzi et el m'dih. Cette soirée, qui s'inscrit dans le cadre du programme du TNA pour les veillées du mois de ramdhan, était une occasion pour découvrir cette artiste à la voix mélodieuse. Souriante, comme toujours, Zahia Benzengli a entamé sa soirée par une noubas mazj Rasd eddil et El maya, avant de se lancer dans le hawzi avec «Abkai besslama watni we chit» et mechmoum avec «Adrouni ya sadat». Après avoir interprété «Laama» d'Abderhamane Aziz, l'artiste a interprété avec beaucoup d'émotion la fameuse chanson «Sidi Boumediene». Ce programme musical s'est clôturé par une série de madaih sous les

applaudissements du public venu nombreux apprécier la prestation de cette artiste. D'ailleurs, cette soirée artistique a fait drainer un grand nombre de mélomanes de musique andalouse malgré la pluie. «C'était une soirée qui mérite notre présence et l'artiste était à la hauteur de nos attentes», a déclaré une dame. «C'est un plaisir d'écouter des voix aussi belles comme celle de Zahia Benzengli. Elle était au top», ajoute une autre.

Le public a salué aussi le professionnalisme de l'orchestre qui accompagnait l'artiste sous la direction du chef d'orchestre Abdelhadi Boukoura. «Les musiciens sont jeunes mais il ont réussi à nous faire vivre d'agréables moments musicaux», nous a fait savoir un mélomane de musique andalouse.

Abla Selles



## Cinémathèque d'Oran

### «Une journée au Soleil» projeté au public

**L**a Cinémathèque «Ouarsenis» d'Oran a habilité la projection d'un documentaire d'Arezki Metref, «Une journée au Soleil», qui se décline en contribution au travail de mémoire, en l'occurrence l'histoire de l'immigration algérienne en France. Cette œuvre est la plus récente dans la filmographie du journaliste-cinéaste algérien qui a indiqué, lors du débat avec le public, que sa motivation majeure a été de «capter la mémoire». Tourné en France dans le café parisien «Le Soleil», le film donne la parole à des personnes ayant fréquenté ce lieu ainsi qu'à des historiens tel Benjamin Stora qui évoque la «dépossession foncière» exercée par la France coloniale en Algérie comme cause principale des mouvements migratoires.

Le choix de cet endroit, le réalisateur l'explique par le fait qu'il constitue «un lieu géographique de l'immigration», à l'instar de nombreux cafés tenus à l'époque par des Algériens. «Le Soleil a rempli une triple fonction, à la fois sociologique, culturelle et politique», a-t-il observé, soutenant que ce café et d'autres ont «reproduit l'assemblée du village d'origine des migrants». Ces cafés, a-t-il relevé, ont donné naissance à plusieurs chansons de l'immigration, ont offert la cuisine de «chez soi», et ont servi de lieu de mobilisation à la cause nationaliste. «Une journée au Soleil» a remporté, en avril dernier, le Grand prix du documentaire à la 11<sup>e</sup> édition du Festival Issni N'Ough international du film amazigh d'Agadir (FINIFA, Maroc), rappelle-t-

on. La programmation de ce film à Oran a été organisée dans le cadre des «Soirées ramadhaneques» de l'Institut de développement des ressources humaines (IDRH, Oran), en partenariat avec la Cinémathèque algérienne et le Centre d'études maghrébines en Algérie (CEMA, Oran). La séance s'est tenue en présence du directeur du Centre algérien de la cinématographie (CAC), Lyès Semiane, qui s'est félicité de cette projection à Oran en avant-première pour les salles de la Cinémathèque algérienne. M. Semiane est également présent à Oran pour animer, dimanche soir à l'IDRH, une conférence sur «Le cinéma algérien à travers la salle des répertoires de la cinémathèque algérienne».

K. M.

A. S.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Basilique de Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)**  
Jeudi 7 juin à 22h :

«Concert de ramadhan» par le pianiste Daniel Matrone. Entrée libre

**Tahtahat Elfananine, la Pêcherie**

**Jusqu'au 14 juin :**  
Des soirées chaabi au bonheur des amoureux de ce style musical.

**Veillées du ramadhan au Métro d'Alger**  
7 juin :

Animation musicale de Adlan Fergani et son orchestre.

**Théâtre de verdure Sablettes**  
Jusqu'au 12 juin :

Des soirées musicales organisées par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger dans le cadre des veillées du mois sacré.

**Salle Galerie d'Arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)**  
Jusqu'au 14 juin :

L'Etablissement arts et culture de la wilaya d'Alger organise une exposition d'arts plastiques avec l'artiste peintre Saliha Khelifi.

**Galerie Espaco (Alger)**  
Jusqu'au 15 juin :

Exposition collective d'arts plastiques «Octoplasties».



Match amical

## L'EN U-21 perd face à l'Égypte

L'ÉQUIPE nationale de football des moins de 21 ans (U-21) s'est inclinée face à son homologue égyptienne 2 à 1 (mi-temps: 0-0), en match amical préparatoire disputé dimanche soir au stade olympique du 5-Juillet d'Alger, en vue des prochaines échéances. Devant des gradins vides, l'Algérie a ouvert le score en seconde période (63') par l'entremise de Youcef Bechou, avant que les Égyptiens ne remettent les pendules à l'heure quelques minutes tard (63') grâce à Jalal. Les Pharaons ont inscrit le but de la

Entente de Sétif

## Ghacha a signé pour deux ans

L'ATTAQUANT Houssam Eddine Ghacha a signé dimanche matin un contrat de deux ans avec l'Entente de Sétif (Ligue 1 Mobilis de Football). Le désormais ex-attaquant de l'USM Blida a été dans la foulée présenté à la presse au siège de l'ESS en présence de l'état major du club sétifien et de l'entraîneur adjoint Abdelmalik Zorgane. En s'engageant avec le club phare des Hauts-Plateaux, le joueur de 22 ans est devenu la septième recrue estivale de l'Entente de Sétif après Saâdi Redouani, Houari Ferhani et Abderahman

victoire à la 88e minute par Chalabi. L'Algérie et l'Égypte se retrouveront mercredi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida pour une seconde confrontation amicale (22h30). En février dernier, l'équipe des U-21 qui prépare les qualifications des Jeux Olympiques JO-2020 à Tokyo, s'était inclinée au stade du 5-juillet face à la Palestine (0-1). La sélection des U-21 devait prendre part au tournoi football des prochains Jeux méditerranéens de Tarragone (22 juin - 1<sup>er</sup> juillet) avant d'être remplacée par l'équipe des U-20.

Boulif (JS Kabylie), Sid Ali Lakroum et Zakaria Draoui (CR Belouizdad) et Chouiab Debih (AS Ain Milila). S'exprimant pour la première fois sous ses nouvelles couleurs, Houssam Eddine Ghacha a déclaré: «C'est avec beaucoup de joie et d'ambition que je rejoins ce grand club du football algérien qu'est l'Entente de Sétif. Je suis impatient de jouer avec mes nouveaux coéquipiers avec lesquels nous allons tout faire pour aider cette équipe à retrouver sa place naturelle».

NA Hussein-Dey

## Malik Raiah engagé

LE MILIEU de terrain défensif de la JS Kabylie, Malik Raiah, s'est engagé pour un contrat de deux saisons avec le NA Hussein-Dey, devenant ainsi la deuxième recrue estivale du club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a appris l'APS dimanche auprès de la direction. Raiah (25 ans), formé à la JSK, a décidé de mettre fin à son aventure avec les «Canaris» après plusieurs saisons à jouer sous le maillot kabyle. Il rejoint le meneur de jeu de l'AS Ain Milila, Dib Brahim (24 ans), signataire d'un contrat de trois saisons avec le Nasria. Ayant pris le relais en novembre dernier en remplacement de Nabil Neghiz, Dziri Billel a réussi à

mener le Nasria à une impressionnante série de 22 matchs sans défaite, avant de tomber en déplacement face à l'Olympique Médéa (3-1) lors de la 30<sup>e</sup> et dernière journée de la compétition. L'ancien international algérien a permis au NAHD de terminer la saison à la 3<sup>e</sup> place au classement (49 pts), synonyme de participation à la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine (CAF). Dziri (46 ans) avait entamé la saison avec le NAHD en tant qu'entraîneur adjoint, avant de terminer la mission en solo, réalisant d'excellents résultats qui ont persuadés la direction à lui prolonger son contrat.

Volley-ball / Finale de la Coupe d'Algérie (messieurs)

## Le GSP décroche le trophée

LES VOLLEYEURS du GS Pétroliers ont remporté la 52<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Algérie de la discipline, en s'imposant devant le détenteur du trophée, le NR Bordj Bou Arréridj par 3 sets à 1 (25-14, 25-21, 22-25, 25-14), en finale disputée dans la nuit de dimanche à lundi à la salle Harcha-Hacène (Alger). Les Pétroliers qui ont reçu le trophée des mains du président du Comité olympique et sportif algérien, Mustapha Berraf, décrochent à cette occasion la 12<sup>e</sup> coupe de l'histoire du club, dont la deuxième sous l'étendard du GSP. Les dix autres trophées avaient été décrochés par l'ex MC Alger entre 1984 et 2007. Dans une finale opposant les deux meilleures équipes algériennes, les Pétroliers ont pris le meilleur départ en imposant leur rythme sur les Bordjjs qui ont eu du mal à rentrer dans

le match. Solide en défense et efficace en attaque, le GSP s'adapte le premier set avec 11 points d'avance (25-14). Dans le deuxième set, Akram Dekkiche meilleur joueur de la finale et ses coéquipiers ont continué à enchaîner les points gagnants face une défense fébrile du NR Bordj Bou Arréridj, notamment à la réception, permettant au GSP de remporter le set (25-21). Dos au mur, les Bordjjs ont réagi durant le 3<sup>e</sup> set remporté (25-22) en s'appuyant sur leurs joueurs d'expérience Hassisen et Oumessad qui n'ont pas cessé de motiver leurs coéquipiers. Mais les joueurs du GSP, qui avaient flanché en Championnat la semaine dernière alors qu'ils menaient 2 sets à 0 face aux Bordjjs, se sont remobilisés dans le 4<sup>e</sup> set, ne laissant aucune chance au NRBBA de recoller au score.

Equipe nationale

# La préparation du déplacement lisboète amorcée

■ Le staff technique et les membres administratifs liés à la gestion de l'EN s'activent pour préparer le déplacement pour la capitale portugaise, Lisbonne, afin de disputer le match amical face au onze portugais le 7 juin prochain.



Les joueurs de l'EN souhaitent prendre leur revanche

Par Mahfoud M.

Après un quartier libre accordé aux joueurs, ces derniers ont repris le chemin de la préparation avant-hier au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa pour entrer dans une nouvelle phase et s'activer à préparer cette rencontre-test auquel le coach national, Rabah Madjer, attache une grande importance. Ainsi, les Verts étaient appelés à continuer à s'entraîner à Sidi Moussa, hier, en attendant de rallier Lisbonne cet après-midi pour continuer à se préparer sur place. Deux séances sont pré-

vue à Lisbonne. La dernière séance, celle de demain, débutera à 19h00 sur le terrain principal de l'Estadio do Sport Lisboa e Benfica qui abritera la rencontre. Le lendemain, les Verts animeront une conférence de presse d'avant-match à 18h30. Le sélectionneur national, déçu du comportement de certains joueurs lors du dernier match amical face au Cap Vert, devrait effectuer quelques changements dans le onze qu'il alignera pour cette empoignée face au Portugal. Ainsi, on croit savoir que le gardien, Fawzi Chaouchi, qui a fait la bourde qui a coûté le troisième but aux Verts ne devrait

pas être aligné et sera remplacé sans doute par Salhi ou Moussaoui. De même qu'il effectuera quelques changements au niveau du compartiment défensif pour tenter une autre variante après les erreurs de débutant constatées toujours face aux Capverdiens. En tout cas, un grand travail psychologique attend le staff technique national pour tenter de retaper le moral des joueurs après la déconfiture face à la modeste sélection du Cap Vert et ce qui s'en est suivi, notamment les sifflets du public du 5-Juillet qui n'a pas été satisfait de la production des Verts.

M. M.

SSC Naples

## La clause libératoire de Ghoulam va passer à 48 millions d'euros

La clause libératoire du défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne de football) Faouzi Ghoulam va passer de 38 millions d'euros à 48 millions d'euros au-delà du 15 juin, rapporte dimanche le quotidien sportif *Corriere dello Sport. Ghoulam*. Son contrat court encore jusqu'en 2022, et il pourrait quitter le Napoli en cas d'offre sérieuse, avant le 15 juin, au-delà de cette date, sa clause libératoire sera revue à la hausse, alors que ses dirigeants espèrent le garder en vue de la

saison prochaine, précise la même source. L'ancien joueur de l'AS Saint-Etienne (Ligue 1/France), convoité notamment par les Anglais de Manchester United, n'a pas été épargné cette saison par les blessures qui l'avaient éloigné des terrains. Victime d'une rupture du ligament croisé le 1<sup>er</sup> novembre 2017 lors de la réception de Manchester City (2-4) en Ligue des champions, Ghoulam allait retrouver la compétition en février dernier face aux Allemands du RB Leipzig en

Europa league, avant de contracter une fracture transversale de la rotule droite, nécessitant une nouvelle intervention chirurgicale à la clinique Villa Stuart de Rome. Il a été convoqué pour les trois derniers matchs de Naples en championnat, mais sans pour autant effectuer son retour à la compétition. Ghoulam (37 sélections) compte 2 buts en 17 apparitions avec le vice-champion d'Italie, toutes compétitions confondues.

Dinamo Zagreb

## Soudani ne jouera pas à Al-Ahli

Le club saoudien d'Al-Ahli a abandonné l'idée de recruter l'attaquant international algérien du Dinamo Zagreb Hilal Soudani lors du mercato estival, a rapporté dimanche le journal saoudien *«Al Riyadh»*. Intéressé par l'attaquant algérien, Al-Ahli aurait fait une offre à l'ancien

joueur de l'ASO Chlef, mais ce dernier a demandé un salaire «très élevé», ce qui a poussé la direction saoudienne à laisser tomber sa piste, selon la même source. Soudani (30 ans) a terminé en tête du classement des buteurs du championnat croate de football pour la saison 2017-

2018 avec 17 réalisations. Il avait rejoint le Dinamo Zagreb en 2013 en provenance de Vitoria Guimaraes (Div. 1 / Portugal) pour un contrat de quatre ans qu'il a prolongé en 2017 pour trois saisons supplémentaires.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Adlane, fils de Belkacem Mellah, gérant du site Algérie direct, sous contrôle judiciaire

«Yaklou fel ghella ou yssebbou fel mella»



Placés en garde à vue, les journalistes Said Boudour et Noureddine Tounsi et Khellaf Benhadda ont été interpellés suite à une grave entorse à l'éthique journalistique dans le site Algérie direct, géré par Adlane Mellah. Ce dernier est le fils de Belkacem Mellah, membre dirigeant du RND, anciennement ministre délégué puis chargé de communication au cabinet de Abdelmalek Sellal, ex-Premier ministre. Alors que les deux journalistes cités, Boudour et Tounsi, après leur audition en qualité de témoins, ont été remis en liberté à l'issue de leur garde à vue, il n'en a pas été de même pour le journaliste Khellaf Benhadda ainsi que le gérant du site Adlane Mellah, tous deux placés sous contrôle judiciaire. Cette décision de justice a été prononcée pour «outrage à corps constitué», sur la base des articles 144 et

144 bis alinéa 1 du code pénal. L'objet du délit est un prétendu article sur la récente affaire de trafic de cocaïne, «article» qui est en fait un ramassis de spéculations et un tissu de mensonges mettant en cause les plus hauts responsables du pays, la publication des photos étant en soi un outrage gravissime et un énorme écart au devoir que doit observer tout journaliste digne de ce nom. Ce qui est étonnant, voire révoltant, c'est que les concernés, notamment le père Mellah ainsi que d'autres responsables, à l'instar d'un conseiller à la présidence dont le gendre est patron de Atlas-TV, se prétendent proches du Président de la république tout en agissant dans son dos, tout en profitant des avantages et privilèges de la proximité du pouvoir. En somme, comme l'affirme l'adage «yaklou fel ghella ou yssebbou fel mella». Espérons que cette mise sous contrôle judiciaire, sans préjuger des suites de l'affaire en justice, donnera à réfléchir au monde de la presse, notamment électronique qui, sans abandonner son devoir critique envers le pouvoir, se doit de garder ses distances avec la tentation de la calomnie et de la diffamation qui se déclinent déjà sur fond de campagne présidentielle, que tout Algérien souhaite empreinte de sérénité. **Mourad Mehdi**

## Transporteurs de blé à Béjaïa

### Grève pour la révision du prix du transport

**LES TRANSPORTEURS** DE marchandises notamment, ceux acheminant du blé dur et tendre en faveur de l'OAIC depuis le port de Béjaïa vers de nombreuses destinations du pays sont en grève à l'arrière-port depuis deux jours. Ces derniers réclament la révision du prix par quintal de blé instauré depuis 1980 à ce jour. Une revendication transmise selon l'OAIC au ministère concerné mais qui reste lettre morte en dépit d'un engagement antérieur sur la révision du prix, nous dira Riad Boudraâ. Ils sont environ 400 camionneurs à observer cette grève. «La grève est suivie à 100%», a ajouté M. Boudraâ qui a déploré l'arrestation hier de quatre camionneurs par la police. Ces derniers se sont opposés aux quelques camionneurs de l'OAIC venus récupérer les marchandises à la place des transporteurs en grève. Les grévistes réclament également leurs honoraires, soit au total trois mois de paiement. «Nos revendications sont légitimes et au lieu

d'y répondre l'OAIC a envoyé ses camions pour charger la marchandise», a déclaré notre interlocuteur qui regrette «cette façon de procéder». «Nous avons été reçus par le chef de cabinet du wali qui s'est engagé à transmettre nos revendications à la tutelle», ajoute notre interlocuteur. «Notre grève est réglementaire et légitime». Nous avons déposé un préavis de grève depuis 13 jours et personne n'a daigné nous contacter pour la prise en charge de nos revendications, fait observer notre interlocuteur.

Cette grève «très bien suivie» par les transporteurs, comme en témoigne la présence d'une interminable file de camions plateaux le long de la route de l'arrière-port, n'est pas sans inquiéter l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB) qui risque de voir des marchandises s'accumuler sur les quais. Une congestion de marchandises et de navires pourrait être observée dans les prochains jours si la grève venait à se prolonger. **Hocine C.**

## Une jeune femme agressée pendant sa séance de jogging avant El-Iftar



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Le Camra maintient l'arrêt des gardes

### Les médecins résidents font machine arrière

■ Après avoir annoncé la semaine dernière qu'ils mettraient fin au boycott des gardes à partir du 3 juin, les résidents en sciences médicales ont finalement fait marche arrière et maintiennent leur arrêt des gardes de nuit et de week-end.

Par Meriem Benchaouia

L'offre du Collectif autonome des médecins résidents algériens qui structure la grève des résidents, en grève depuis sept mois, consistait en une reprise des gardes, à condition que des négociations «fructueuses» entre eux et leur tutelle aient lieu avant cette date. Sans parler des revendications qui sont justifiées ou pas, il faut juste savoir que les résidents sont à la fois des étudiants en formation de post-graduation mais ils sont aussi des jeunes docteurs en médecine évoluant et exerçant avec un salaire plus ou moins confortable. Actuellement, les résidents sont rémunérés entre 50 000 et 63 000 DA par mois et pour une garde, ils sont payés entre 2 800 et 3 400 DA. Peu d'étudiants en Algérie sont dans une situation comparable. Le D' Sofiane Bensebaa, membre du Bureau national, a indiqué qu'après avoir annoncé le 27 mai dernier, son intention de reprendre l'activité de garde et de poursuivre les négociations et le dialogue avec le ministère de la Santé, envisageant même un dénouement total en cas de propositions satisfaisantes, et face à l'absence de toute démarche de la tutelle dans ce sens, le Camra est contraint de

poursuivre la grève et le boycott de l'activité de garde. Le D' Bensebaa a fait savoir que le Bureau national du Camra s'est réuni dimanche sans donner plus de précisions sur les décisions prises. Le Camra avait annoncé, la semaine dernière après consultation de tous les membres de son Bureau, la décision de prendre l'activité de garde, boycottée depuis le 08 mai dernier, «par souci de faire prévaloir l'esprit de dialogue qui permettrait une issue favorable et un dénouement total». Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait appelé début mai 2018 les médecins résidents, en grève depuis le mois de novembre 2017, à la «sagesse», regrettant leur refus d'assurer le service minimum au niveau des points d'urgence et de garde et rappelant que leurs revendications ont été «prises en charge». Réitérant «son engagement et sa disponibilité à la poursuite d'un dialogue responsable, s'agissant de revendications objectives et raisonnables», le ministère de la Santé, a, cependant déploré «le fait que les représentants des praticiens résidents en sciences médicales formulent à chaque réunion de nouvelles revendications irréalistes dont la finalité tend à maintenir la situation

actuelle de statu quo». Il a rappelé que les résidents en sciences médicales sont des «médecins praticiens en formation post-graduée qui sont astreints à plein temps à participer aux activités de garde d'urgence et de service». Les revendications de ce corps portent sur «l'annulation du caractère obligatoire du service civil, la dispense du service national, la garantie d'une meilleure formation pédagogique et la révision du statut particulier». Le ministère de tutelle a organisé depuis janvier 2018 plusieurs rencontres avec les représentants du Collectif et répondu favorablement à certaines de leurs revendications, notamment la réduction du nombre de spécialités concernées par le service civil, l'attribution du logement, l'aménagement et l'équipement des plateaux techniques dans les wilayas d'affectation dans le cadre du service civil, le droit au regroupement familial pour les couples de médecins, le droit à un billet d'avion par année vers les wilayas de l'extrême Sud, outre l'autorisation d'exercer une activité complémentaire dans le secteur privé, mais le Camra est resté toutefois «attaché à la grève jusqu'à satisfaction de toutes les revendications». **M. B.**